

Aux origines de Daech : la guerre du pétrole

- International - Le Livre noir du capitalisme et de l'impérialisme -

Date de mise en ligne : mardi 24 novembre 2015

Description :

Un financement souterrain existerait toujours pour le pétrole de Daech © SIPA

La France peut-elle continuer de signer des contrats avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, alors que ces deux pays ont contribué à fabriquer Daech contre lequel nous sommes aujourd'hui en « guerre » ? Comme le démontre notre enquête, le rôle joué par ses deux pays est en effet plus que trouble.

Par Jacques Monin

jeudi 19 novembre 2015

In France info

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

La France peut-elle continuer de signer des contrats avec l'Arabie Saoudite et le Qatar, alors que ces deux pays ont contribué à fabriquer Daech contre lequel nous sommes aujourd'hui en « guerre » ? Comme le démontre notre enquête, le rôle joué par ses deux pays est en effet plus que trouble.

L'influence de l'Arabie Saoudite et du Qatar

Lors du renversement de Saddam Hussein, l'Arabie Saoudite et le Qatar, dont les intérêts divergent souvent par ailleurs, se rejoignent dans la crainte commune de voir se dessiner un croissant chiite aux frontières de leurs pays sunnites. Ils regardent donc favorablement le développement des groupes djihadistes sunnites, sur un terreau alimenté par la déliquescence de l'Etat Irakien, une corruption endémique, et une haine profonde des chiites et des occidentaux. De cette jungle émergeront des groupes djihadistes dont il existe aujourd'hui deux principales composantes : Al Nosra, et Daech.



Un financement souterrain existerait toujours pour le pétrole de Daech © SIPA

Des enjeux économiques à l'origine de la montée en puissance de Daech

Dans une région dont la complexité sociale politique et religieuse est séculaire, des projets économiques contemporains ont cristallisé la situation : en 2010, l'Iran projette de construire un pipe-line qui passerait par l'Irak et la Syrie pour acheminer du pétrole et du gaz vers la méditerranée. Cela redistribuerait les cartes de la production pétrolière dans le golfe. Or le gaz pour le Qatar, et le pétrole pour l'Arabie Saoudite, c'est vital. Selon Alain Juillet, ancien directeur du renseignement de la DGSE :

« L'Arabie saoudite et le Qatar prennent très mal l'idée d'un pipeline qui pourraient concurrencer leurs livraisons de pétrole. Ils vont se dire : mais dans le fond le problème c'est Bachar. Il est en train de signer un accord qu'il ne devrait pas signer avec l'Iran. Donc c'est un personnage extrêmement dangereux. Donc il faut renverser Bachar. »

Cela permet de comprendre pourquoi, le Qatar et l'Arabie Saoudite soutiennent les mouvements djihadistes. Ils contribuent donc à la montée en puissance de Daech, même si les circuits financiers sont difficiles à établir.

Le groupe Etat islamique en passe de devenir autosuffisant

En Arabie Saoudite, explique Pierre Conesa, ex haut fonctionnaire du Quai d'Orsay, la distinction entre argent public et privé n'existe pas. Il est donc difficile de tracer des circuits officiels par nature opaque. Mais il existe un autre financement qui passe par des associations soit disant caritatives :

« Ce pays est une espèce de ghetto dans lequel il n'y a aucune bibliothèque, aucun cinéma, aucun théâtre. Quand les saoudiens vont à l'étranger, ils font donc tout ce qui est leur est interdit chez eux. Et lorsqu'ils reviennent, ils achètent des indulgences en finançant des fondations qui, elles, financent les groupes islamistes. »

Le financement du terrorisme a ainsi continué jusqu'en 2013. Il cesse officiellement lorsque les deux pays constatent que leur créature leur échappe. Le groupe Etat Islamique grandit. Il se rapproche de leurs frontières. Et il finira par devenir autosuffisant, à cheval entre la Syrie et l'Irak.

Le pétrole de Daech et son financement souterrain

Un financement souterrain existerait toujours. C'est ce que soutient Loic Le Floch Prigent, l'ancien patron d'Elf qui a longtemps travaillé dans la région et qui reste très informé : « **Le pétrole de Daech ne peut sortir et ne peut être payé que par des gens qui sont prêts à le payer et à étouffer son existence.** » Et d'ajouter : « **Il y a forcément derrière des Turcs et des Saoudiens qui le recyclent dans leur propre pays.** »

La France doit-elle continuer à faire des affaires avec le Qatar et l'Arabie Saoudite ?

En Mai 2015, François Hollande signait au Qatar un contrat portant sur la vente de 24 rafales. En octobre de la même année, soit un mois avant les attentats de Paris, Manuel Valls lance devant un parterre de dignitaires saoudiens : « *Venez investir dans notre pays, au coeur de l'Europe, c'est le moment plus que jamais.* »

La question est simple : doit-on continuer à faire des affaires avec des pays qui ont financé une organisation contre laquelle nous nous disons en guerre ? N'y a-t-il pas deux poids deux mesures ? Une posture morale qu'on voulait adopter à Damas, et une autre beaucoup plus cynique, en Arabie Saoudite. Alain Chouet, autre ex patron du renseignement de la DGSE l'exprime clairement :

« On ne pourra pas continuer éternellement dans une politique schizophrène. On a fermé les yeux sur l'idéologie prônée par ces pays parce que rien ne se passait chez nous. On n'en voyait pas les effets. Eh bien maintenant on les voit. »

Par Jacques Monin

jeudi 19 novembre 2015

In France info